



Armand Conan

à

Monsieur le Président de la République

Monsieur le Président de la République,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le document édité par notre association en mars 2014 relatif à la constitution du Conseil National de la Résistance le 23 mai 1943, et à l'adoption de son programme économique et social le 15 mars 1944.

Le programme du C.N.R. énumérait les mesures à prendre à la Libération pour une France démocratique et socialement plus équitable que celle de 1939.

« La lecture de ce programme permet de comprendre que la masse des résistants et du peuple condamnait les féodalités de l'argent comme responsables des malheurs de notre pays » (Pierre Villon, membre du C.N.R.).

Certes, aujourd'hui on ne peut pas rechercher dans le programme du C.N.R. des réponses toutes faites aux problèmes du présent, mais ce programme a été inspiré par des valeurs qui sont pérennes : l'humanisme, l'antiracisme, l'esprit démocratique, l'intérêt général prenant le pas sur l'intérêt particulier, la notion de solidarité, l'aspiration à la Paix, la condamnation du nationalisme xénophobe.

Soixante dix ans après la Libération, notre rôle d'anciens Résistants est de passer aux générations contemporaines et à nos législateurs (de l'élu communal à Monsieur le Président de la République) les valeurs qui ont inspiré le programme du C.N.R. intitulé « les jours heureux », valeurs qui, il faut bien l'avouer sont actuellement remises en cause dans les faits.

« La remise en cause de ce que l'on appelle aujourd'hui les acquis sociaux de la Résistance ne peut qu'être perçue comme un recul historique qui ôterait tout son sens au combat du peuple français pour se débarrasser du régime rétrograde et antidémocratique d Vichy... »

« Le danger le plus pernicieux qui nous menace, c'est l'oubli... »

...nous n'évoquons pas le passé par nostalgie, mais pour y puiser des motifs pour lutter afin d'entretenir et d'enrichir la mémoire sans laquelle un peuple n'a pas d'avenir. »

Robert Chambeiron,
lors de la célébration du cinquantenaire
de la création du C.N.R. (le jeudi 27 mai 1993)

Aujourd'hui, ces acquis économiques et sociaux de la Résistance sont remis en cause, et beaucoup de ceux qui disent se souvenir et qui estiment de bon ton de verser, parfois, une larme sur les luttes passées, restent muets. On dirait que – pour reprendre la formule choc de Lucie Aubrac – ils ont oublié que le verbe résister se conjugue aussi au présent. Et quand des milliers de femmes et d'hommes sont dans la rue pour défendre les acquis sociaux du C.N.R., ceux-là ne voient rien, n'entendent rien et proclament haut et fort : « les choses ont changé » ou : « pas de politique » ou : « on n'y peut rien ».

Ma lettre doit donc, hélas, être un cri de colère semblable à celui de « François la Colère » pendant la Résistance.

Parce que sans l'ombre d'une hésitation, du plus profond de moi-même, je crois que nous devrions être au premier rang pour continuer la lutte « des mêmes contre les mêmes ». Et ce cri de colère, j'en suis persuadé, n'est pas seulement le mien, mais il serait aussi celui de milliers et de milliers de Résistants qui se sont sacrifiés pour que nous puissions connaître un monde meilleur.

Aujourd'hui, dire « non » au démantèlement des acquis sociaux du C.N.R., et s'opposer à telle ou telle solution qui nous semble contraire à l'épanouissement de l'être humain, c'est évidemment faire de la politique (avec un grand P.), ce n'est pas vouloir imposer l'adhésion à tel ou tel Parti ; c'est, finalement, tout en gardant notre identité, nos valeurs, continuer le combat de nos aînés.

Notre pays, aujourd'hui, est-il encore libre ? Lorsque ce sont des dirigeants non-élus de l'Europe qui décident à la place de la nation et du peuple que nous avons défendus, pour lesquels beaucoup sont morts, ce sont nos cœurs de résistants que l'on déchire. Lorsque notre chère patrie ne décide plus, ou si peu, lorsque notre chère liberté n'est plus, c'est le sens même de la lutte de la Résistance française qui est nié, c'est le souvenir des camarades tombés qui est bafoué, et celui de tous ceux qui sont partis.

Lorsque les décisions imposées ne sont plus prises en faveur de tous, mais au profit de quelques uns, c'est la fraternité que nous avons tant voulue qui disparaît. Lorsque l'on casse et défait tout ce qui avait été bâti, patiemment, à un tel prix, ce n'est pas seulement l'indépendance de notre patrie qui se meurt, mais c'est aussi sa dignité. Pour les intérêts d'un petit nombre, c'est-à-dire le contraire de ce pour quoi ont lutté les camarades.

Et lorsque des fascismes et un néonazisme qui ne se cachent même pas s'étendent sur notre continent, ouvertement, comme en Grèce, en Lettonie ou en Ukraine, et depuis plusieurs années, sans que ceux qui sont aujourd'hui au bénéfice des luttes et des souffrances passées ne se lèvent pour protester, sans que les dirigeants ne disent leur refus et ne le traduisent dans les actes, c'est la France qui se couche, c'est la France qui est avilie. C'est la France qui oublie son histoire et qui perd sa voix, et par là, qui a perdu son identité. La France trahie par ceux qui oublient son passé et les leçons de l'histoire, foulée aux pieds et ramenée en arrière par ceux qui servent des intérêts particuliers, qui ont laissé se perdre l'idéal et les valeurs qui animaient les Résistantes françaises et les Résistants français.

Lors d'une conversation, il y a quelques années, Raymond Aubrac m'a dit : « Nous n'avons plus de politique étrangère. La France n'a plus de politique étrangère. Autrefois nous avions une politique étrangère, la voix de la France était sa voix à elle. C'est terminé. C'est comme si nous nous étions battus... ». Il n'avait pas terminé sa phrase.

Faire vivre les espérances de la Résistance, tel est notre mot d'ordre. Même dans les larmes et le cœur brisé pour ce qu'est devenu notre pays, pour ce qu'on a fait de notre idéal, pour ce qu'il advient de nos compatriotes, même dans tout cel, pour nous, Résistants, la « lutte des mêmes contre les mêmes continue ».

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'hommage de mes sentiments les plus respectueux.

Armand Conan
Membre du Comité Départemental de la Libération du Morbihan
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance
Officier dans l'ordre des Palmes Académiques
Maire de Carqueiranne (1971 - 1983)

A. Conan
le 14/08/14
